

L'Association canadienne des employés professionnels

## CHANGEMENTS À LA CONVENTION COLLECTIVE EC

16 juillet 2012

## Notes pour les membres EC:

- Les nouvelles dispositions sont en vigueur à la date de la décision arbitrale, le 12 juillet 2012.
- Les ajustements salariaux sont normalement effectués au cours des trois prochaines périodes de paie. Toutefois, l'employeur peut prendre jusqu'à 150 jours pour les mettre en œuvre (c'est une période imposée dans l'offre finale lors de la dernière ronde de négociation).
- Les sommes dues pour la période rétroactive débutant le 22 juin 2011 jusqu'au premier chèque de paie ajusté pourraient prendre plus de temps si les calculs sont compliqués par des périodes de rémunération d'intérim, des heures supplémentaires, etc. Veuillez svp consulter l'article 27.03 de la dernière convention collective pour des renseignements quant à la rétroactivité.
- Les nouvelles dispositions concernant l'indemnité de départ pour retraite et démission sont similaires à celles négociées dans d'autres conventions collectives au cours de la dernière année ou plus, exception faite que les employés du groupe EC ont continué à accumuler une année supplémentaire entre l'échéance de leur convention collective et la date de la décision arbitrale.
- Ainsi, au 12 juillet 2012, les EC ont cessé d'accumuler des périodes de temps eu égard au calcul de leur indemnité de départ pour départ à la retraite ou démission. Les employés du groupe EC pourront encaisser immédiatement une partie ou la totalité de leur indemnité de départ, ou choisir d'attendre au moment de leur retraite ou démission. L'indemnité en cas de mise en disponibilité a été améliorée (voir le libellé pour les détails).
- La Directive sur le réaménagement des effectifs (DRE) et ses dispositions ne sont pas discutées lors des négociations de la convention collective. Il n'y a aucun changement à la DRE

Le texte qui suit est le texte de la décision arbitrale ou le texte de ce qui a été négocié entre les parties. Le texte barré représente ce qui a été retiré de la convention collective. Le texte en caractère gras représente les ajouts à la convention. Les échelles salariales ont été calculées par l'ACEP à titre d'information.

## ARTICLE 2

### INTERPRÉTATION ET DÉFINITIONS

**2.01** Aux fins de l'application de la présente convention, le terme :

« **emploi continu** » s'entend dans le sens attribué à cette expression dans ~~le la Règlement~~ *Directive sur les conditions d'emploi dans la fonction publique* à la date de signature de la présente convention ("continuous employment");

## **ARTICLE 11**

### **INFORMATION**

**11.02** L'Employeur convient de fournir à chaque fonctionnaire un exemplaire de la convention collective ~~et s'efforcera de le faire au cours du mois qui suit sa réception de l'imprimeur.~~ **Lorsque l'accès électronique à la convention collective n'est pas disponible ou pas pratique, l'employé recevra, sur demande, un exemplaire imprimé de la convention collective.**

## ARTICLE 21

### AUTRES CONGÉS PAYÉS OU NON PAYÉS

#### 21.09 Congé non payé pour s'occuper de la ~~proche~~ famille

Sous réserve des nécessités du service, le fonctionnaire bénéficie d'un congé non payé pour s'occuper de la proche famille, selon les conditions suivantes :

- a) Aux fins de l'application du présent paragraphe, la famille s'entend de l'époux (ou du conjoint de fait du fonctionnaire), des enfants (y compris les enfants nourriciers ou les enfants de l'époux ou du conjoint de fait), du père et de la mère (y compris le père et la mère par remariage ou les parents nourriciers), **du frère, de la sœur, du beau-père, de la belle-mère, du petit-fils, de la petite-fille, des grands-parents du fonctionnaire** ou de tout autre parent demeurant en permanence au domicile du fonctionnaire ou avec qui le fonctionnaire demeure en permanence.

**ARTICLE 21**  
**AUTRES CONGÉS PAYÉS OU NON PAYÉS**

**21.13 Congé pour comparution**

Un congé payé est accordé à tout fonctionnaire qui est obligé :

- a) de faire partie d'un jury ou d'être disponible pour la sélection d'un jury;  
et
- b) d'assister, sur assignation ou citation, comme témoin à une procédure qui se tient :
  - (i) devant une cour de justice ou sous son autorité, ~~ou devant un jury d'accusation,~~

**ARTICLE 22**  
**CONGÉ DE MALADIE PAYÉ**

**22.08** L'Employeur convient que le fonctionnaire faisant l'objet d'une recommandation de licenciement motivé en vertu de l'alinéa ~~11(2)g~~ **12(1) e)** de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour incapacité attribuable à une mauvaise santé n'est pas renvoyé à une date antérieure à la date à laquelle le fonctionnaire aura utilisé ses crédits de congé de maladie.

**ARTICLE 24**  
**CONGÉ ANNUEL PAYÉ**

**Acquisition des crédits de congé annuel**

**24.02** Le fonctionnaire acquiert des crédits de congé annuel selon les modalités suivantes pour chaque mois civil au cours duquel il touche la rémunération d'au moins ~~dix (10) jours~~ **soixante-quinze (75) heures** :

## ARTICLE 24

### CONGÉ ANNUEL PAYÉ

#### Congé de cessation d'emploi

##### 24.09

- a) Lorsqu'il décède ou cesse d'occuper son emploi pour une autre raison, le fonctionnaire ou sa succession touche un montant égal au produit de la multiplication du nombre d'heures de congé annuel acquis mais inutilisé porté à son crédit par le taux de rémunération horaire calculé selon la classification indiquée dans le certificat de nomination à la date de cessation de son emploi, sauf que, en cas de licenciement, l'Employeur accorde au fonctionnaire les congés annuels acquis mais inutilisés avant la cessation d'emploi, si le fonctionnaire en fait la demande en vue de satisfaire aux exigences de service minimales relatives à l'indemnité de départ.
- a) **Sur demande du fonctionnaire, l'Employeur lui accorde les crédits de congé annuel inutilisés avant la cessation d'emploi si cela permet au fonctionnaire, aux fins de l'indemnité de départ, de compléter la première (1<sup>re</sup>) année d'emploi continu en cas de mise en disponibilité et la dixième (10<sup>e</sup>) année d'emploi continu en cas de démission.**

## ARTICLE 25

### INDEMNITÉ DE DÉPART

**En vigueur à compter du 12 juillet 2012, les alinéas 25.01 b) et d) sont supprimés de la convention collective.**

**25.01** Dans les cas suivants et sous réserve du paragraphe 25.02, le fonctionnaire bénéficie d'une indemnité de départ calculée selon son taux de rémunération hebdomadaire :

a) **Mise en disponibilité**

- (i) Dans le cas d'une première (1<sup>re</sup>) mise en disponibilité, ~~deux (2) semaines de rémunération~~ et pour la première (1<sup>re</sup>) année complète d'emploi continu, **deux (2) semaines de rémunération, ou trois (3) semaines de rémunération si le fonctionnaire compte dix (10) ans ou plus et moins de vingt (20) ans d'emploi continu, ou quatre (4) semaines de rémunération s'il compte vingt (20) ans ou plus d'emploi continu, plus** et une (1) semaine de rémunération pour chaque année complète d'emploi continu supplémentaire et, dans le cas d'une année partielle d'emploi continu, une (1) semaine de rémunération multipliée par le nombre de jours d'emploi continu et divisée par trois cent soixante-cinq (365).
- (ii) Dans le cas d'une deuxième mise en disponibilité ou d'une mise en disponibilité subséquente, une (1) semaine de rémunération pour chaque année complète d'emploi continu et, dans le cas d'une année partielle d'emploi continu, une (1) semaine de rémunération multipliée par le nombre de jours d'emploi continu et divisée par trois cent soixante-cinq (365), moins toute période pour laquelle elle a déjà reçu une indemnité de départ en vertu du sous-alinéa 25.01a)(i) ci-dessus.

b) **Démission**

En cas de démission, sous réserve de l'alinéa 25.01d) et si le fonctionnaire compte au moins dix (10) années d'emploi continu, la moitié (1/2) de la rémunération hebdomadaire pour chaque année complète d'emploi continu jusqu'à un maximum de vingt-six (26) années, l'indemnité ne devant toutefois pas dépasser treize (13) semaines de rémunération.

c) **Renvoi en cours de stage**

Lorsque le fonctionnaire compte plus d'une (1) année d'emploi continu et qu'elle cesse d'être un fonctionnaire en raison de son renvoi pendant un stage, une (1) semaine de rémunération pour chaque année complète d'emploi continu.

d) **Retraite**

- (i) Au moment de la retraite, lorsqu'un fonctionnaire a droit à une pension à jouissance immédiate aux termes de la *Loi sur la pension de la fonction publique* ou qu'il a droit à une allocation annuelle à jouissance immédiate aux termes de ladite loi,

ou

- (ii) dans le cas d'un fonctionnaire à temps partiel qui travaille régulièrement pendant plus de treize virgule cinq (13,5) heures mais moins de trente (30) heures par semaine et qui, s'il était un cotisant en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, aurait droit à une pension à jouissance immédiate en vertu de la loi, ou qui aurait eu droit à une allocation annuelle à jouissance immédiate s'il avait été cotisant en vertu de ladite loi,

une indemnité de départ à l'égard de la période complète d'emploi continu du fonctionnaire, à raison d'une (1) semaine de rémunération pour chaque année complète d'emploi continu et, dans le cas d'une année partielle d'emploi continu, une (1) semaine de rémunération multipliée par le nombre de jours d'emploi continu et divisée par trois cent soixante-cinq (365), jusqu'à concurrence de trente (30) semaines de rémunération.

e) **Décès**

En cas de décès du fonctionnaire, il est versé à sa succession une indemnité de départ à l'égard de sa période complète d'emploi continu, à raison d'une (1) semaine de rémunération pour chaque année complète d'emploi continu et, dans le cas d'une année partielle d'emploi continu, une (1) semaine de rémunération multipliée par le nombre de jours d'emploi continu et divisée par trois cent soixante-cinq (365), jusqu'à concurrence de trente (30) semaines de rémunération, sans tenir compte des autres indemnités payables.

f) **Licenciement motivé pour incapacité ou incompétence**

- (i) Lorsqu'un fonctionnaire compte plus d'une (1) année d'emploi continu et qu'il cesse de travailler par suite d'un licenciement motivé pour incapacité conformément aux alinéas 12(1)d) ou e) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, une (1) semaine de rémunération pour chaque année complète d'emploi continu, jusqu'à concurrence de vingt-huit (28) semaines.
- (ii) Lorsqu'un fonctionnaire compte plus de dix (10) années d'emploi continu et qu'il cesse de travailler par suite d'un licenciement motivé pour incompétence conformément aux alinéas 12(1)d) ou e) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, une semaine de rémunération pour chaque année complète d'emploi continu, jusqu'à concurrence de vingt-huit (28) semaines.

**25.02** La période d'emploi continue servant au calcul des indemnités de départ payables au fonctionnaire en vertu du présent article est réduite de manière à tenir compte de toute période d'emploi continu pour laquelle il a déjà reçu une forme quelconque d'indemnité de cessation d'emploi. En aucun cas doit-il y avoir cumul des indemnités de départ maximales prévues au ~~paragraphe 25.01~~ **présent article**.

**Pour plus de précision et aux fins de l'application du présent paragraphe, le montant versé en vertu des paragraphes 25.05 à 25.08 ou de dispositions similaires contenues dans d'autres conventions collectives est considéré comme une indemnité de cessation d'emploi.**

- a) Le taux de rémunération hebdomadaire dont il est question dans les paragraphes ci-dessus est le taux de rémunération hebdomadaire auquel a droit le fonctionnaire conformément à la classification prescrite dans son certificat de nomination concernant le poste d'attache du fonctionnaire juste avant la fin de son emploi.
- b) Nonobstant l'alinéa 25.03a), dans le cas d'un fonctionnaire qui occupe un poste intérimaire depuis plus d'un (1) an au moment de la cessation d'emploi, la rémunération servant au calcul de l'indemnité de cessation d'emploi est la rémunération intérimaire.

### **Nomination à un poste chez un employeur distinct**

**25.04** ~~Nonobstant l'alinéa 25.01b),~~ Le fonctionnaire qui démissionne afin d'occuper un poste dans un organisme visé à l'annexe V de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ~~peut décider de ne pas toucher d'~~ **touché** l'indemnité de départ, à condition que l'organisme d'accueil accepte de reconnaître, aux fins du calcul de l'indemnité de départ, la période de service effectué par le fonctionnaire dans un organisme visé aux annexes I et IV **déterminée par l'application de l'alinéa 25.01b) avant le 12 juillet 2012 ou des paragraphes 25.05 à 25.08 (à compter du 12 juillet 2012).**

### **25.05 Fin de l'indemnité de départ**

- a) **Sous réserve du paragraphe 25.02 précédent, les fonctionnaires nommés pour une durée indéterminée au 12 juillet 2012 ont droit à une indemnité de départ à raison d'une (1) semaine de rémunération pour chaque année complète d'emploi continu et, dans le cas d'une année partielle d'emploi continu, une (1) semaine de rémunération multipliée par le nombre de jours d'emploi continu et divisée par trois cent soixante-cinq (365), jusqu'à concurrence de trente (30) semaines.**
- b) **Sous réserve du paragraphe 25.02 précédent, les fonctionnaires nommés pour une durée déterminée au 12 juillet 2012 ont droit à une indemnité de départ à raison d'une (1) semaine de rémunération pour chaque année complète d'emploi continu jusqu'à concurrence de trente (30) semaines.**

### **Conditions d'encaissement de la fin de l'indemnité de départ**

#### **25.06 Options**

**L'encaissement de l'indemnité de départ peut être effectué à la discrétion du fonctionnaire, en fonction des choix suivants :**

- a) **un paiement unique au taux de rémunération du poste d'attache du fonctionnaire au 12 juillet 2012, ou**
- b) **un paiement unique au moment de la cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale au taux de rémunération du poste d'attache du fonctionnaire à la date de cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale, ou**
- c) **une combinaison des options a) et b) conformément à l'alinéa 25.07c).**

#### **25.07 Choix de l'option**

- a) **L'Employeur informe le fonctionnaire du nombre de ses années d'emploi continu, au plus tard trois (3) mois après la date de signature officielle de la convention collective.**
- b) **Le fonctionnaire informe l'Employeur de l'option qu'il a choisie pour encaisser son indemnité de départ dans les six (6) mois suivant la date de signature officielle de la convention collective.**
- c) **Le fonctionnaire qui choisit l'option décrite à l'alinéa 25.06c) doit préciser le nombre de semaines complètes à payer en vertu de l'alinéa 25.06a) et le nombre de semaines restantes à payer en vertu de l'alinéa 25.06b).**
- d) **Le fonctionnaire qui n'a fait aucun choix en vertu de l'alinéa 25.06b) sera réputé avoir choisi l'option 25.06b).**

#### **25.08 Nomination à partir d'une unité de négociation différente**

**Ce paragraphe s'applique dans une situation où le fonctionnaire est nommé dans un poste de l'unité de négociation EC à partir d'un poste extérieur à l'unité de négociation EC lorsque, à la date de la nomination, des dispositions similaires à celles des alinéas 25.01b) et d) sont encore en vigueur, à moins qu'il s'agisse uniquement d'une nomination intérimaire.**

- a) **Sous réserve du paragraphe 25.02 précédent, à la date où un fonctionnaire nommé pour une période indéterminée devient assujéti à la présente convention après le 12 juillet 2012, le fonctionnaire a droit à une indemnité de départ à raison d'une (1) semaine de rémunération pour chaque année complète d'emploi continu et, dans le cas d'une année partielle d'emploi continu, à une (1) semaine de rémunération multipliée par le nombre de jours d'emploi continu et divisée par trois cent soixante-cinq (365), jusqu'à concurrence de trente (30) semaines de rémunération, calculée en fonction du taux de rémunération du poste d'attache du fonctionnaire le jour précédant la nomination.**
- b) **Sous réserve du paragraphe 25.02 précédent, à la date où un fonctionnaire nommé pour une période déterminée devient assujéti à la présente convention après le 12 juillet 2012, le fonctionnaire a droit à une indemnité de départ payable à raison d'une (1) semaine de rémunération pour chaque année complète d'emploi continu, jusqu'à concurrence de trente (30) semaines de rémunération, calculée en fonction du taux de rémunération du poste d'attache du fonctionnaire le jour précédant la nomination.**
- c) **Le fonctionnaire qui a droit à une indemnité de départ en vertu des alinéas a) ou b) a droit de choisir une des options décrites au paragraphe 25.06. Cependant, le fonctionnaire doit faire son choix dans les trois (3) mois qui suivent sa nomination au sein de l'unité de négociation.**
- d) **Le fonctionnaire qui n'a fait aucun choix en vertu de l'alinéa 25.08c) sera réputé avoir choisi l'option 25.06b).**

**ARTICLE 27**  
**ADMINISTRATION DE LA PAYE**

**27.03**

- b) Lorsque les taux de rémunération indiqués à l'appendice « A » entrent en vigueur avant la date de signature de la présente convention, les conditions suivantes s'appliquent :
- (iv) pour les promotions, les rétrogradations, les déploiements, les mutations ou les affectations intérimaires qui se produisent durant la période de rétroactivité, le taux de rémunération doit être recalculé, conformément **à la Directive** ~~au Règlement sur les conditions d'emploi dans la fonction publique~~, en utilisant les taux révisés de rémunération. Si le taux de rémunération recalculé est inférieur au taux de rémunération que le fonctionnaire recevait auparavant, le taux de rémunération révisé sera le taux qui se rapproche le plus du taux reçu avant la révision, sans y être inférieur. Toutefois, lorsque le taux recalculé se situe à un échelon inférieur de l'échelle, le nouveau taux est le taux de rémunération qui figure immédiatement dessous le taux de rémunération reçu avant la révision;

## ARTICLE 28

### DURÉE DU TRAVAIL ET HEURES SUPPLÉMENTAIRES

#### 28.08

Deux (2) périodes de repos de quinze (15) minutes chacune sont prévues à l'horaire de chaque jour normal de travail ~~dans le cas des fonctionnaires qui ne font pas partie de l'exploitation. L'Employeur convient, lorsque les nécessités du service le permettent, de maintenir la pratique actuelle qui consiste à accorder des périodes de repos aux fonctionnaires de l'exploitation.~~

## ARTICLE 28

### DURÉE DU TRAVAIL ET HEURES SUPPLÉMENTAIRES

**28.11** Lorsqu'un fonctionnaire est tenu par l'Employeur d'effectuer des heures supplémentaires, il est rémunéré pour chaque période de quinze (15) minutes de travail de la façon suivante :

...

c) le deuxième jour de repos ou jour de repos subséquent,

(i) à tarif double (2) pour chaque heure supplémentaire effectuée. L'expression « deuxième jour de repos ou jour de repos subséquent » désigne le deuxième jour ou un jour de repos subséquent dans une série ininterrompue de jours de repos civils consécutifs et accolés.

~~(ii) nonobstant l'alinéa b) et le sous-alinéa c)(i) ci-dessus, si, au cours d'une série ininterrompue de jours civils de repos consécutifs et accolés, l'Employeur autorise le fonctionnaire à effectuer les heures supplémentaires requises un jour de repos demandé par ledit fonctionnaire, celui-ci est rémunéré à tarif et demi (1 1/2) pour le premier jour de travail.~~

## **ARTICLE 30**

### **TEMPS DE DÉPLACEMENT**

- 30.01** Aux fins de la présente convention, le temps de déplacement n'est rémunéré que dans les circonstances et dans les limites prévues par le présent article.
- 30.02** Lorsqu'un fonctionnaire est tenu de se rendre à l'extérieur de sa zone d'affectation en service commandé, au sens donné par l'Employeur à cette dernière expression, l'heure de départ et le mode de transport sont déterminés par l'Employeur, et le fonctionnaire est rémunéré pour le temps de déplacement conformément aux paragraphes 30.03 et 30.04. Le temps de déplacement comprend le temps des arrêts en cours de route, à condition que ces arrêts ne dépassent pas ~~trois (3)~~ **cinq (5)** heures.

## ARTICLE 39

### LES ENTENTES DU CONSEIL NATIONAL MIXTE

**39.01** Les ententes conclues par le Conseil national mixte de la fonction publique sur les clauses qui peuvent figurer dans une convention collective et que les parties à la présente convention ont ratifiées après le 6 décembre 1978, feront partie intégrante de la présente convention, sous réserve de la *LRTFP* et de toute loi du Parlement qui, selon le cas, a été ou peut être établie en application d'une loi stipulée à la section 113b) de la *LRTFP*.

**39.02** Les clauses du CNM qui peuvent être inscrites dans une convention collective sont celles que les parties aux ententes du CNM ont désignées comme telles ou à l'égard desquelles le président de la CRTFP a rendu une décision en application de l'alinéa c) du protocole d'accord du CNM qui est entré en vigueur le 6 décembre 1978.

\*\*

**39.03** Les directives, politiques ou règlements suivants, qui peuvent être modifiés à la suite d'une recommandation du Conseil national mixte et qui ont été approuvés par le Conseil du Trésor du Canada, font partie de la présente convention collective :

- (1) Directive sur la prime au bilinguisme
- (2) Directive sur l'aide au transport quotidien
- (3) Indemnités versées aux fonctionnaires qui dispensent les premiers soins au grand public
- (4) Directives sur le service extérieur
- (5) Directive sur les postes isolés et les logements de l'État
- (6) Protocole d'accord sur la définition de conjoint
- (7) Directive du Régime de soins de santé de la fonction publique
- (8) Directive sur la réinstallation ~~intégrée~~ du CNM
- (9) Directive sur les voyages
- (10) Directive sur les uniformes
- (11) Directive sur le réaménagement des effectifs

#### ~~Sécurité et santé au travail~~

- (12) Directive sur la santé et la sécurité au travail
- ~~(13) Directive sur les comités et les représentants~~
- ~~(14) Directive sur l'utilisation des véhicules automobiles~~
- ~~(15) Directive sur les pesticides~~
- ~~(16) Directive sur le refus de travailler~~

Pendant la durée de la présente convention collective, d'autres directives, politiques ou règlements pourront être ajoutés à cette liste.

## ARTICLE 40

### PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES GRIEFS

#### 40.22 Renvoi à l'arbitrage

- (1) Le fonctionnaire peut renvoyer à l'arbitrage, **conformément aux dispositions de la *Loi et du Règlement sur les relations de travail dans la fonction publique***, un grief individuel qui a été présenté à tous les paliers de la procédure de règlement des griefs, y compris le dernier, et qui n'a pas été réglé à sa satisfaction si le grief porte sur :
- a) l'interprétation ou l'application, à son égard, d'une disposition d'une convention collective ou d'une décision arbitrale;
  - b) une mesure disciplinaire entraînant un licenciement, une rétrogradation, une suspension ou une sanction pécuniaire;
  - c) une rétrogradation ou un licenciement aux termes à l'alinéa 12(1)d) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour rendement insuffisant, ou aux termes de l'alinéa 12(1)e) de ladite loi pour tout autre motif qui ne se rapporte pas à l'indiscipline ou à l'inconduite.

## ARTICLE 40

### PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES GRIEFS

#### **40.37 Renvoi à l'arbitrage**

(1) Après l'avoir porté jusqu'au dernier palier de la procédure applicable sans avoir obtenu satisfaction, l'Association peut renvoyer le grief collectif à l'arbitrage, **conformément aux dispositions de la *Loi et du Règlement sur les relations de travail dans la fonction publique*.**

## APPENDICE « C »

### HORAIRE DE TRAVAIL VARIABLE

#### C.01 Conditions générales

Les heures de travail figurant à l'horaire d'une journée quelconque peuvent être supérieures ou inférieures à l'horaire de travail de la journée normale de travail qu'indique la présente convention; les heures du début et de la fin du travail, des pauses-repas et des périodes de repos ~~seront fixées en fonction des nécessités du service déterminées par l'Employeur~~ **doivent être approuvées par l'Employeur** et les heures journalières de travail seront consécutives.

Dans le cas des fonctionnaires travaillant par postes, ces horaires doivent prévoir que leur semaine normale de travail correspondra, en moyenne, au nombre d'heures hebdomadaires de travail prévues dans la présente convention pendant toute la durée de l'horaire. La durée maximale d'un horaire sera de six (6) mois.

Dans le cas des fonctionnaires travaillant le jour, ces horaires doivent prévoir que leur semaine de travail normale correspondra, en moyenne, au nombre d'heures hebdomadaires de travail prévues dans la présente convention pendant toute la durée de l'horaire. La durée maximale d'un horaire sera de ~~vingt-huit (28) jours~~ **cinquante-deux (52) semaines**.

Lorsqu'un fonctionnaire modifie son horaire variable ou qu'il ne travaille plus selon un tel horaire, tous les rajustements voulus seront faits.

Note : Aux fins d'uniformité, le sous-alinéa 28.01d) (i) sera modifié en conséquence.

Non officiel - Préparé par le Bureau national de l'ACEP à titre indicatif								
APPENDICE "A"								
Taux de rémunération du groupe Economique et services des sciences sociales (EC)								
A	22 juin 2011	1,75%						
B	22 juin 2012	1,50%						
X	22 juin 2013	3,45%						
C	22 juin 2013	2,00%						
	EC-01	De:	44350	45903	47508	49173	51584	
		A	45126	46706	48339	50034	52487	
		B	45803	47407	49064	50784	53274	
		X		47407	49064	50784	53274	55112
		C		48355	50046	51800	54340	56214
	EC-02	De:	50122	51357	52601	54444	56917	
		A	50999	52256	53522	55397	57913	
		B	51764	53040	54324	56228	58782	
		X		53040	54324	56228	58782	60810
		C		54100	55411	57352	59957	62026
	EC-03	De:	55102	56725	58344	59960	62044	
		A	56066	57718	59365	61009	63130	
		B	56907	58583	60255	61924	64077	
		X		58583	60255	61924	64077	66287
		C		59755	61461	63163	65358	67613
	EC-04	De:	59009	61233	63328	65517	68498	
		A	60042	62305	64436	66664	69697	
		B	60942	63239	65403	67664	70742	
		X		63239	65403	67664	70742	73183
		C		64504	66711	69017	72157	74646
	EC-05	De:	70614	73208	75443	77909	81454	
		A	71850	74489	76763	79272	82879	
		B	72927	75606	77915	80461	84123	
		X		75606	77915	80461	84123	87025
		C		77119	79473	82071	85805	88765
	EC-06	De:	80243	82711	85609	88689	92725	
		A	81647	84158	87107	90241	94348	
		B	82872	85421	88414	91595	95763	
		X		85421	88414	91595	95763	99067
		C		87129	90182	93427	97678	101048
	EC-07	De:	90244	93453	96274	99194	103707	
		A	91823	95088	97959	100930	105522	
		B	93201	96515	99428	102444	107105	
		X		96515	99428	102444	107105	110800
		C		98445	101417	104493	109247	113016
	EC-08	De:	98761	101602	104417	107370	112255	
		A	100489	103380	106244	109249	114219	
		B	101997	104931	107838	110888	115933	
		X		104931	107838	110888	115933	119932
		C		107029	109995	113105	118251	122331

